

La Tunisie se cherche un premier ministre après le départ d'Habib Essid

En conflit avec le président Essebsi, le chef du gouvernement a été désavoué par les députés

TUNIS - correspondant

C'est une grande première depuis la révolution de 2011. Après dix-huit mois à la tête du gouvernement tunisien, Habib Essid, technocrate de 67 ans, a été désavoué, samedi 30 juillet, à Tunis, par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) qui a refusé de lui renouveler sa confiance. Le premier ministre avait lui-même décidé de remettre son mandat en jeu devant le Parlement afin de solder le conflit qui l'oppose depuis deux mois au chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi.

Les députés ont refusé par 118 voix sur 148 (3 pour et 27 abstentions) de le reconduire à la Kasbah, le siège du gouvernement. L'essentiel de ces suffrages négatifs émanent des quatre partis (Nidaa Tounès, Ennahda, Afek Tounès et Union patriotique libre) associés dans la coalition gouvernementale dirigée par M. Essid.

La crise entre les deux têtes de l'exécutif est maintenant résorbée mais la Tunisie n'a pas pour autant recouvré la sérénité au sommet de l'Etat. Les circonstances qui ont poussé M. Essid au départ vont laisser des traces. Le 2 juin, le chef de l'Etat, 89 ans, avait fragilisé la position de M. Essid en lançant l'idée d'un gouvernement d'« union nationale », une initiative justifiée à ses yeux par la nécessité d'ouvrir une phase plus offensive de l'action gouvernementale.

Alors que la Tunisie est confrontée à des défis socio-économiques d'une extrême urgence, le bilan médiocre du gouvernement de M. Essid sur le front de la croissance et du chômage a permis à

ses rivaux d'orchestrer une agitation récurrente contre lui. Au printemps, le chef de l'Etat a semblé la cautionner, nourrissant en particulier le procès en « faiblesse » du gouvernement face aux conflits sociaux.

Face à cette nouvelle adversité, M. Essid, qui peut se prévaloir de succès tangibles dans la lutte anti-terroriste, a refusé de démissionner de sa propre initiative. Il a préféré solliciter un vote de confiance de l'ARP tout en sachant que l'arithmétique parlementaire, favorable à l'initiative présidentielle visant à rebattre les cartes, lui était hostile.

Grand commis de l'Etat dépourvu d'affiliation partisane, spécialiste des questions d'agriculture et de sécurité, M. Essid s'était heurté dès son investiture, début 2015, aux partis politiques associés dans sa coalition. Le plus rétif à son autorité a été sans conteste Nidaa Tounès, le parti « moderniste » et anti-islamiste qui avait gagné les élections législatives d'octobre 2014 et dont Béji Caïd Essebsi, élu lui-même chef de l'Etat deux mois plus tard, est le fondateur.

Nidaa Tounès n'avait jamais caché sa frustration d'avoir vu la tête du gouvernement lui échapper au profit de l'indépendant Habib Essid. Le parti ne l'avait accepté qu'à contrecœur, au titre de sacrifice à consentir pour rendre possible la réconciliation avec ses anciens adversaires islamistes d'Ennahda, option stratégique défendue par le président.

« Manceuvres de palais »

Mais l'ambition de Nidaa Tounès de mettre la main sur la Kasbah s'est renforcée à mesure que le

parti s'enfonçait, au printemps 2016, dans les querelles fratricides après la conquête de l'appareil par Hafedh Caïd Essebsi, le fils du chef de l'Etat. C'était un secret de Polichinelle à Tunis que les relations entre Hafedh Caïd Essebsi et Habib Essid étaient exécrables. « *Le fond de l'affaire se résume à des manœuvres de palais, soutient une source proche du gouvernement. Le reste, c'est de l'habillage.* »

Maintenant que M. Essid a perdu la partie, le chef de l'Etat se trouve confronté à une double difficulté. La première est que le chef du gouvernement forcé au départ a gagné en prestige personnel ce qu'il a perdu en pouvoir formel. M. Essid aura incarné une conception de l'Etat au-dessus des intérêts partisans, ce qui lui vaut un incontestable courant de sympathie au sein d'une partie de l'opinion. « *Il est devenu une figure morale* », souligne Hatem M'Rad, professeur de sciences politiques.

L'autre difficulté pour M. Essebsi sera de remplacer son premier ministre. Il a dix jours pour trouver une personnalité de consensus susceptible de recueillir l'assentiment des neuf partis politiques et trois confédérations – syndicats d'employeurs et d'employés – qui ont cautionné son initiative d'« union nationale ». Selon toute vraisemblance, le parti islamiste Ennahda devrait voir sa participation élargie au sein de la future coalition, une montée en puissance à la hauteur de son nouveau statut de premier groupe parlementaire à l'Assemblée (69 sièges sur 217) qu'il doit, par défaut, à la désagrégation de Nidaa Tounès. La Tunisie va ainsi entrer dans les turbulences des

tractations partisans à la veille
d'une rentrée sociale qui s'an-
nonce chaude. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

**Le chef de l'Etat
doit trouver
un remplaçant
convenant
aux partis prêts
à l'« union
nationale »**